

Préfet de Loire

dossier n° PC 042 207 24 00044

date de dépôt : 05 novembre 2024

demandeur : HOPITAL DU GIER, représenté par
DESSERTAINE Gaelle

pour : Les futurs travaux portent sur la
réhabilitation et l'extension des services des
urgences et du hall d'entrée MCO du centre
hospitalier du Gier à Saint-Chamond (42).
La réhabilitation des parties existantes, après
curage, permettra de redéfinir les services des
urgences dans son nouveau processus de
développement.

Des extensions viendront compléter l'ensemble
avec l'adjonction au sud-est d'une unité UHTCD
et d'un SAS des ambulances, au sud-ouest de
deux extensions avec l'entrée des urgences, la
maison médicale et une unité de consultations.
Au cœur du bâtiment existant, dans un patio, sera
construit une galerie de liaison permettant
l'amélioration des circulations internes.
Afin de garantir la continuité, durant les travaux,
du fonctionnement des urgences et du fait d'être
en site occupé, ces travaux seront réalisés par
phases.

adresse terrain : 19 rue Victor Hugo, à Saint-
Chamond (42400)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le préfet de Loire,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Chamond approuvé le 04/02/2013, modifié les 07/04/2015, 11/05/2016 et 07/02/2019, modification simplifiée les 29/09/2016, 05/10/2017 et 24/03/2022, mis à jour le 16/01/2017, révision allégée le 28/06/2018, modification simplifiée le 17/07/2020; et notamment la zone Ua1 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 24-205-SAT du 23 septembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien VIENOT, Directeur Départemental des Territoires de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral DT 2024-0675 du 07/11/2024 portant subdélégation de signature à Monsieur Jean-Yves CHAMBERT, adjoint au chef de pôle ADS ;

Vu la demande de permis de construire présentée le 05 novembre 2024 par HOPITAL DU GIER, HOPITAL DU GIER, représenté par DESSERTAINE Gaelle demeurant 19 rue Victor Hugo, Saint-Chamond (42400);

Vu l'objet de la demande :

- pour Les futurs travaux portent sur la réhabilitation et l'extension des services des urgences et du hall d'entrée MCO du centre hospitalier du Gier à Saint-Chamond (42).
La réhabilitation des parties existantes, après curage, permettra de redéfinir les services des urgences dans son nouveau processus de développement.
Des extensions viendront compléter l'ensemble avec l'adjonction au sud-est d'une unité UHTCD et d'un SAS des ambulances, au sud-ouest de deux extensions avec l'entrée des urgences, la

maison médicale et une unité de consultations. Au cœur du bâtiment existant, dans un patio, sera construit une galerie de liaison permettant l'amélioration des circulations internes. Afin de garantir la continuité, durant les travaux, du fonctionnement des urgences et du fait d'être en site occupé, ces travaux seront réalisés par phases. ;

- sur un terrain situé 19 rue Victor Hugo, à Saint-Chamond (42400) ;
- pour une surface de plancher créée de 726 m² ;

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du maire de Saint-Chamond en date du 11/02/2025
Vu la date d'affichage en mairie du 07/11/2024 de l'avis de dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ;

Vu l'avis de l'unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Loire en date du 15/11/2024
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, sous-commission ERP-IGH du 9/01/2025 et la sous-commission d'accessibilité du 19/12/2024

ARRÊTE


Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions émises par le Maire de Saint-Chamond et la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, sous-commission ERP-IGH et accessibilité dans leurs avis ci-joints au présent arrêté devront être respectées.

Fait à Saint-Etienne, le 26 février 2025
Pour le préfet,
et par délégation
le directeur départemental des territoires,
par subdélégation,
l'adjoint au chef du pôle ADS


Jean-Yves CHAMBERT

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.